

JOHN LIPSKY

Senior Fellow, Foreign Policy Institute at Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) ; Ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Les perspectives économiques mondiales sont inhabituellement favorables : la croissance en 2018 devrait être égale, voire supérieure à la tendance dans la plupart des grandes économies. Compte tenu des faibles pressions inflationnistes, les principales banques centrales continuent d'appliquer des politiques accommodantes, même si un resserrement progressif des politiques monétaires est prévu dans le futur. Les marchés financiers bénéficient aussi de ces perspectives favorables. Ainsi, même avec des valeurs d'actifs financiers atteignant des sommets historiques, il n'y a pas de sentiment de danger imminent de faiblesse du marché ou de nouvelle crise financière. Même si l'on s'accorde à reconnaître l'existence de risques fondamentaux et de risques politiques susceptibles de remettre en cause ces perspectives favorables, ils ne sont généralement pas reflétés dans les prix de marché actuels.

Même si les réformes systémiques post-crise demeurent incomplètes, les augmentations de fonds propres des banques et la réduction de leur endettement ont contribué à améliorer la stabilité du secteur. Cependant, des progrès restent à faire pour nettoyer le bilan de certaines banques de la zone Euro et renforcer leur rentabilité. Nous devons continuer à franchir d'autres étapes pour finaliser l'union bancaire et l'union des marchés boursiers de l'UE. De plus, dans la plupart des pays, les mécanismes de résolution restent incomplets et/ou n'ont pas encore été testés. Bien que le Conseil de stabilité financière promeuve avec succès des réformes du secteur financier, beaucoup de travail reste à faire en matière de régulation des secteurs financiers non bancaires. En outre, d'autres aspects des réformes de la gouvernance mondiale importants pour le système financier - notamment la coopération politique macroéconomique, la libéralisation du commerce et les réformes des IFI - avancent lentement et en sont parfois même au point mort. Enfin, le fait que le FMI ne dispose pas d'un instrument de prévention de crise efficace constitue une faiblesse systémique qui peut et doit être résolue.